



Protection de l'environnement en Chine – entre défi & opportunités

Sites et sols pollués – Aspects juridiques

par Manuel Pennaforte

Avocat associé – Boivin & Associés

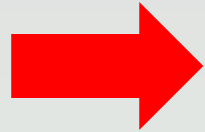
Président en France d'Environnement France Chine

www.environnement-france-chine.org

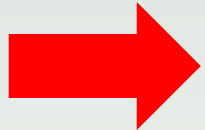
Mercredi 7 octobre 2015 à l'Auditorium de la Maison du Barreau

Observation liminaire

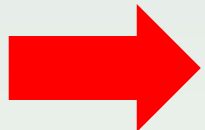
Difficulté d'accès aux sources



Informations non traduites



Informations non disponibles



Deuxième ou troisième main

Quelques données chiffrées

**Enquête nationale
sur les sols pollués
(2005-2013)**

6,2 millions km²
*(dix fois la France –
Chine = 17 fois la France)*

16,1 % = pollués
*(dont 19,4 %
de terres agricoles)*

**82,8 % = pollutions
non organiques**
(surtout : Cd, As & Ni)

**= PACA impropre
à toute activité
agricole**

Introduction



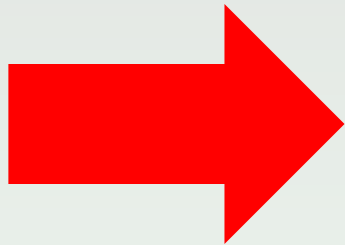
Santé

Environnement



Croissance

Développement



Comment agir/réagir ?

1. *Cadre normatif*

2. *Cadre institutionnel*

1. Cadre normatif

Cadre général

Constitution du 4 décembre 1982
de la République Populaire de Chine (*art. 26 : pas d'emploi du mot sol*)

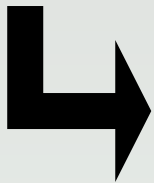
Loi du 26 décembre 1989
sur la protection de l'environnement de la République Populaire de Chine
(*art. 20 : emploi du mot sol*)

Loi du 26 avril 2014
sur la protection de l'environnement de la République Populaire de Chine
(*art. 32, 33 & 50 : emploi du mot sol*)

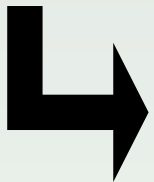
+ multitude d'autres textes
(*par ex. législation sur les déchets*)

Cadre pré-juridique

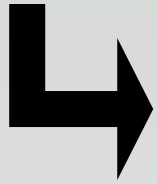
Provisional Rules for the Environmental Management of Contaminated Sites (2009)



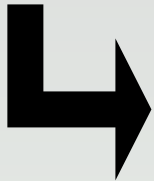
« **site contaminé** » = sol pollué en raison d'activités liées à la production, au commerce, à l'utilisation et au stockage de substances toxiques et dangereuses, à la manipulation de résidus toxiques ou à l'exploitation de carrières (*art. 3*) *



« **usage futur** » = affectation à laquelle un site contaminé est destiné, qu'il s'agisse d'une destination à usage résidentiel, commercial, scolaire, récréatif (parc, espace vert, terrain de jeux), agricole ou, d'une manière plus générale, sensible (*art. 4*) *



rôle essentiel attribué au **Ministère de la Protection de l'Environnement** (MEP) et aux **autorités locales** (bureau provincial de l'environnement et sections de l'environnement des « sous-communes ») dans le contrôle et dans la gestion « unifiés » des sites contaminés (*art. 5*) *



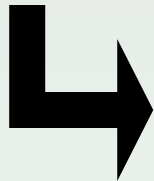
« **responsables de la remise en état** » : personne à l'origine de la pollution **et** personne titulaire du droit d'occupation du sol (*art. 8*) *



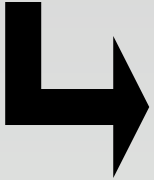
charge matérielle et financière de la remise en état



titulaire du droit d'occupation du sol = rôle central



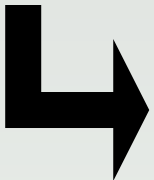
en l'absence de responsable, les **autorités administratives locales** sont chargées de l'enquête et de l'évaluation et de la remise en état conformément à la loi, et de payer les frais liés (*art. 8*) *



Tout particulier a le droit d'**informer l'administration** de toute activité qui est exercée sur un site contaminé sans qu'aient été conduites, au préalable, une évaluation environnementale ou des opérations de remise en état (*art. 10*) *



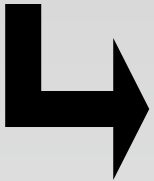
incitation à la dénonciation



Le responsable qui souhaite **changer le mode d'occupation du sol** soumet son projet à l'autorité administrative (*art. 11*) *



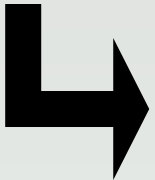
**la responsabilité du changement d'usage
incombe à l'auteur dudit changement ?**



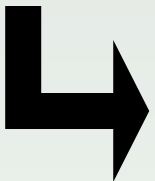
Les **sols contaminés excavés qui sont sortis du site** pendant les opérations de remise en état constituent des **déchets dangereux** devant être éliminés conformément aux dispositions en vigueur (art. 21) *



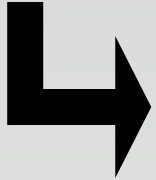
quid des sols contaminés excavés qui ne sont pas sortis du site ?



Le titulaire du droit d'occupation installe un **panneau visible** destiné à **informer le public** de la réalisation des travaux de remise en état (art. 25) *



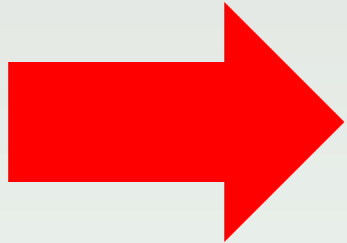
« L'autorité administrative doit **refuser les demandes portant sur projets de réutilisation du sol** lorsque [...] la remise en état n'est pas exécutée ou n'a pas permis d'atteindre l'objectif recherché ou lorsque les travaux ont été réalisés en méconnaissance des dispositions environnementales applicables » (art. 27) *



des **sanctions administratives** peuvent être prononcées à l'encontre des autorités administratives, des responsables de la remise en état et les bureaux d'études environnementales impliqués en cas de fraude ou de négligence (*art. 28*) *

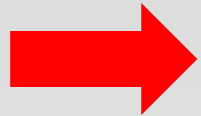


types de sanction et montants non précisés



Effectivité du système ?

Cadre para-juridique



guides techniques

Technical Specifications for Environmental Site Investigation

Guidelines for Risk Assessment of Contaminated Sites

Guidelines for Soil Remediation of Contaminated Sites

Technical Guidelines for Environmental Monitorin of Contaminated Sites

Dernière
édition :
juillet
2014

2. Cadre institutionnel

**Multiplicité d'autorités
compétentes**

```
graph LR; A[Multiplicité d'autorités compétentes] --> B[Approche horizontale]; A --> C[Approche verticale];
```

**Approche
horizontale**

**Approche
verticale**

**Approche
horizontale**

**Ministère du Sol
et des Ressources (MLR)**

**RPC
(Etat)**

**Chevauchements
de compétences**

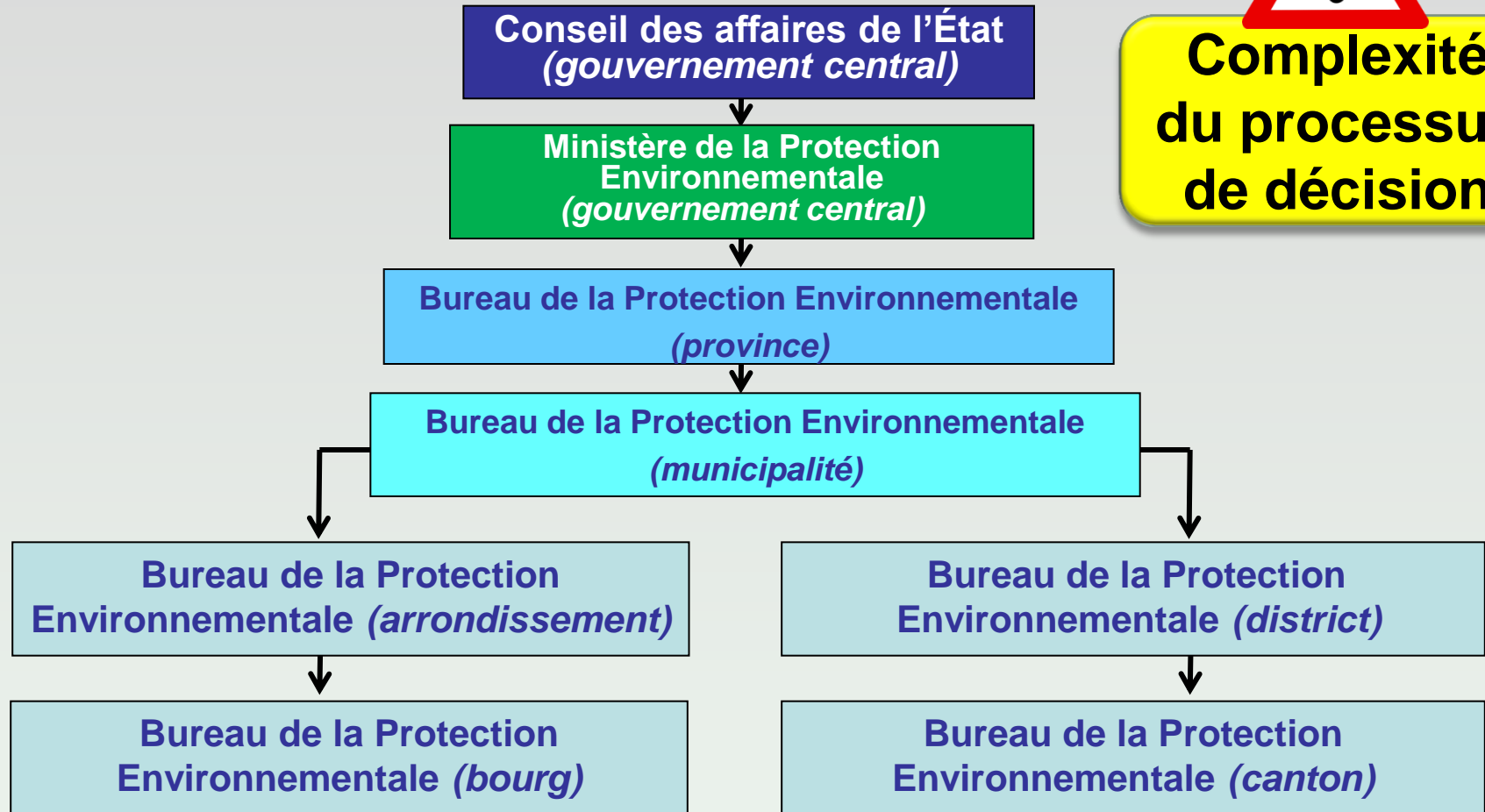
**Commission Nationale du
Développement & des
Réformes (NDRC)**

**Ministère du Logement et
du Développement Urbain
et Rural (MOHURD)**

**Ministère de la Protection
Environnementale (MEP)**

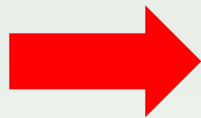
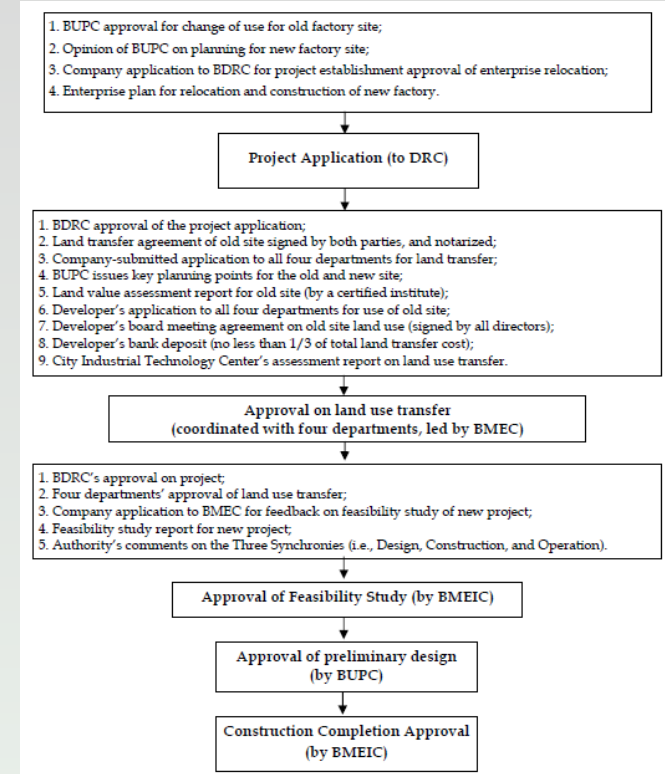
Source : Overview of the Current Situation on Brownfield Remediation & Redevelopment in China, *The World Bank*,
September 2010 (ref. 57953)

Approche verticale



Exemple : reconquête d'un site industriel à Pékin en vue d'y réaliser une opération d'aménagement

1. Commission municipale chargée des Affaires Economiques et de l'Information
2. Commission municipale chargée du Développement et de la Réforme
3. Commission municipale chargée de l'urbanisme
4. Commission municipale chargée de l'hygiène et de l'élimination des déchets



dilution des responsabilités

Conclusion

Constat & perspectives

Constat

- ➔ **dispersion des textes (absence de fil conducteur)**
- ➔ **manque de spécificité des textes (trop généraux)**
- ➔ **manque d'efficacité des textes (non appliqués)**
- ➔ **caractère obsolète de certaines dispositions**
- ➔ **absence de répartition claire des responsabilités**
- ➔ **multiplicité d'autorités compétentes**
(horizontales et verticales)

Perspectives

loi du 26 avril 2014 sur la protection de l'environnement

↳ droit à l'info, à la participation et à la supervision (*art. 53 à 56*)

↳ droit d'accès aux administrations compétentes (*art. 57*)

↳ droit d'accès aux juridictions (associations) (*art. 58*)

↳ être enregistré auprès de l'administration compétente




↳ avoir une ancienneté d'au moins cinq ans

↳ ne pas utiliser l'accès aux juridictions pour en tirer des bénéfices économiques

↳ sanctions administratives & pénales (*art. 59 à 68*)

Perspectives

 projet de plan visant à renforcer les normes de contrôle applicables aux sites pollués (*janvier 2015*)

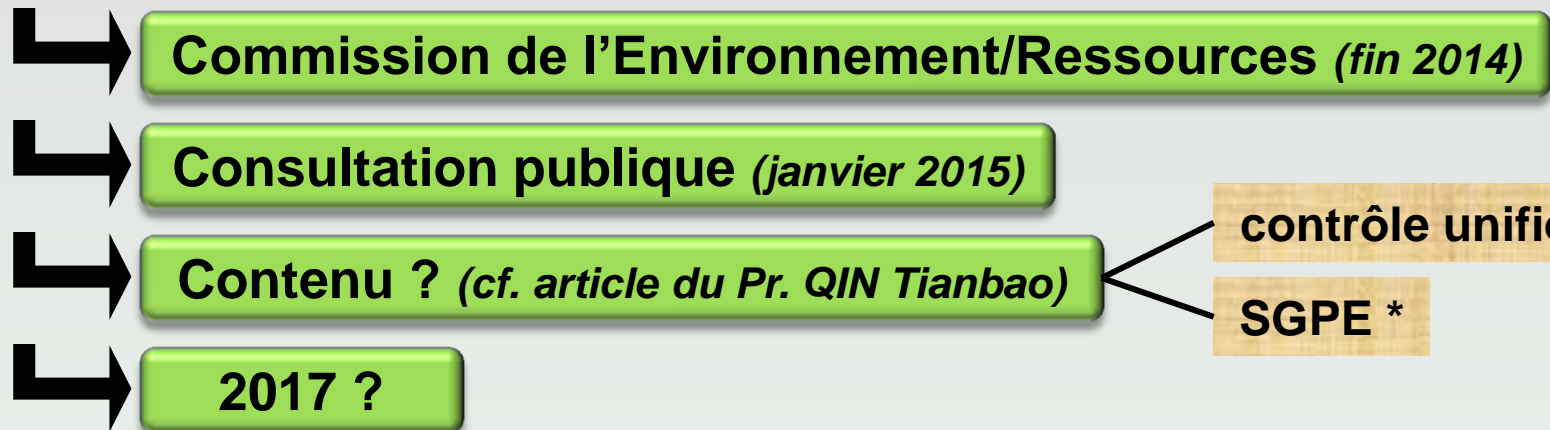
-  augmentation du nombre de substances « normées »
-  abaissement des seuils
-  seuils uniformes ou « valeurs guides » à la française ?

 projet de loi sur les taxes environnementale (*juin 2015*)

-  quel niveau de taxation ?
-  à qui affecter les taxes ?

Perspectives

→ projet de loi sur les sites et sols pollués



* SGPE : Systèmes de Gestion de la Protection de l'Environnement

Perspectives

Coopération internationale

↳ Arrangement administratif du 25 avril 2013 (MEP/MEDDE)

↳ Plan d'action 2014-2016

point n° 4 : restauration écologique des sols

point n° 5 : appui à la construction
d'une législation environnementale

↳ *EU/China Environmental Governance Programme*

↳ *Etudes universitaires « worldwide » (droit comparé)*

Merci de votre attention